

## **Tunisie - Le mouvement Ennahda paie le prix de sa mollesse envers les islamistes radicaux**

vendredi 8 février 2013, par [TEMLALI Yassin](#) (Date de rédaction antérieure : 7 février 2013).

Outre qu'elle divise déjà le parti au pouvoir, la décision de remplacer le gouvernement de coalition par un « gouvernement de technocrates » ne semble pas de nature à mettre fin à la crise ouverte par l'assassinat du leader de gauche Chokri Belaïd. La gauche, les syndicalistes de l'UGTT, les organisations féministes et jusqu'aux cadres de l'ancien régime réunis au sein de Nida Tounes estiment le moment venu d'en découdre avec Ennahda, ami honteux, selon eux, de groupes islamistes radicaux qui n'hésitent pas à recourir au meurtre politique.

Appels à la grève générale, retrait de plusieurs partis de l'Assemblée nationale constituante, attaques contre les sièges du mouvement Ennahda... La Tunisie est entrée dans une grave crise après l'assassinat, hier à Tunis, de Chokri Belaïd, chef du Parti des patriotes démocrates et une des figures du bloc de gauche le Front populaire.

Accusé de « mollesse » envers les islamistes radicaux, soupçonnés d'être les commanditaires de ce meurtre, le Premier ministre, Hamadi Jebali tente de contenir la crise en sacrifiant la coalition gouvernementale qu'il dirige depuis le 22 novembre 2011. Il a promis hier qu'elle serait remplacée par « *une équipe de technocrates* » chargée d'expédier les affaires courantes jusqu'à la tenue d'élections législatives « *dans les plus brefs délais* ».

Pour Hamadi Jebali, le départ du gouvernement offre l'avantage de pouvoir passer pour une « ouverture » envers l'opposition libérale et, surtout, il permet de noyer dans une refonte générale de l'exécutif le désaveu du ministre de l'Intérieur, Ali Laârayedh, et du ministre de la Justice, Noureddine Behiri, qui n'ont pas réagi avec fermeté aux agissements des salafistes et autres « comités de protection de la révolution ». Ces milices autonomes, et néanmoins encadrées par des militants d'Ennahda, ont à leur triste actif de nombreuses agressions contre les locaux de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) et les meetings des partis anti-islamistes.

Cependant, outre qu'elle n'a pas les faveurs de toutes les composantes d'Ennahda, la dissolution du gouvernement paraît insuffisante pour mettre fin à l'agitation qui s'est emparée du pays suite à l'assassinat de Chokri Belaïd. Certes, la décision que pourrait prendre l'UGTT de se joindre à l'appel à la grève générale lancé par quatre partis serait, avant tout, une réaction à ce meurtre et à ce dont il augure comme règlements de comptes sanglants avec les opposants. Mais elle signerait aussi la mort de ce « dialogue » engagé avec le gouvernement qui avait fait renoncer la centrale syndicale, en décembre 2012, à paralyser l'économie tunisienne. Ce dialogue est d'autant plus moribond que la situation sociale ne cesse d'empirer comme le montre la succession d'intifadas dans les localités déshéritées de l'intérieur.

L'UGTT sera-t-elle le moteur de la contestation du pouvoir Ennahda ?

Sous la pression des événements - et de ses cadres les plus hostiles à l'islamisme -, l'UGTT pourrait se radicaliser davantage. Et quand bien même sa direction continuerait à tenir un discours « modéré », ses structures intermédiaires ont une marge de manœuvre suffisamment large pour espérer devenir le moteur d'une nouvelle contestation sociale et politique. Ces sections ont de bonnes raisons de vouloir en découdre avec Ennahda, dont les milices ont incendié leurs locaux dans

plusieurs gouvernorats et ne cessent de les désigner à la vindicte publique comme les principaux responsables de l'instabilité.

La dissolution annoncée du gouvernement de coalition semble en deçà de ce qu'exige le moment historique que traverse la Tunisie pour une autre raison. Elle ne s'accompagne, pour l'instant, d'aucun signe de fermeté envers les groupes islamistes radicaux. Car l'assassinat de Chokri Belaïd est le sinistre couronnement d'une longue série de violences. Depuis des mois, les militants de gauche, les défenseurs de l'état séculier, les syndicalistes, les journalistes et les artistes subissent l'agressivité de ces groupes sans que l'équipe Jebali - prisonnière du désir d'Ennahda de sauvegarder la cohésion du bloc islamiste - agisse de façon dissuasive. Pourtant, l'apparition d'organisations jihadistes tunisiennes ces dernières semaines est bien la preuve que cette prudence extrême n'a pas prévenu le passage des salafistes à l'action armée.

Dans cette situation chaotique, Ennahda ne doit pas compter uniquement avec la colère de gauche, de l'UGTT et des organisations civiles apeurées par la perspective d'un régime islamiste pur et dur. Il doit compter également avec un rival puissant, Nida Tounes, (l'appel de la Tunisie). Dirigé par l'ancien Premier ministre Béji caïd Essebsi, ce parti préconise la formation d'une coalition anti-islamiste dont il espère, naturellement, prendre la tête. Réunissant des cadres du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, parti du dictateur déchu Zine El Abidine Ben Ali), il se perçoit comme une alternative plus attrayante que la gauche aux yeux des organisations patronales, des chancelleries étrangères et des institutions financières internationales.

**Yassin Temlali**

---

**P.-S.**

\* MAGHREB EMERGENT, JEUDI, 07 FÉVRIER 2013 12:34 :

<http://www.maghrebemergent.info/actualite/maghrebine/20897-tunisie-le-mouvement-ennahda-paie-l-e-prix-de-sa-mollesse-envers-les-islamistes-radiaux.html>